

# DETTES DES ETATS :

## l'arme suprême contre les salariés, les peuples !

**Q**ue vous le vouliez ou non, la matraque médiatique sur la « dette grecque » atteint les consciences de chacun, impossible d'y échapper.

Les mensonges ventilés à longueur d'ondes, les écrits vont tous dans le même canal : « les Grecs seraient coupables, ils doivent payer ! »

### QUE D'HYPOCRISIE ! QUE DE MALHONNETETE POLITICIENNE !

Si chaque habitant en France devait être demain mis au « pilori » comme le sont les Grecs, la dette de chacun à payer serait de 29 300 € par habitant :

Celle des Grecs serait de 28 217 € par habitant ;

Celle du Royaume-Uni de 31 712 € par habitant ;

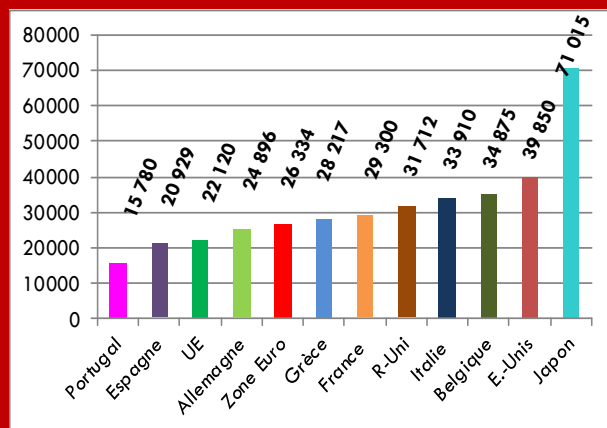
Celle de l'Allemagne de 24 896 € par habitant ;

Celle des U.S.A de 39 850 € par habitant ;

Et, celle du Japon de 71 015 € par habitant.

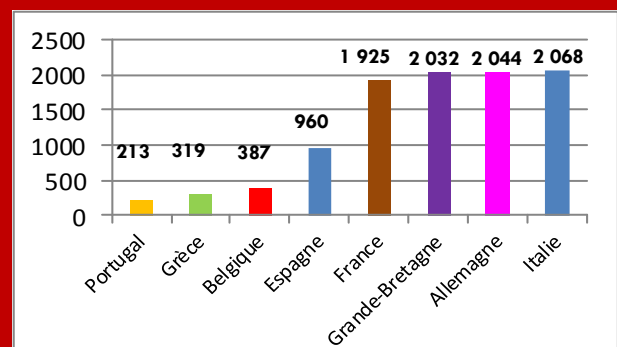
**Les peuples ne sont pas responsables, ils n'ont pas à payer.**

Dette des pays rapportée au nombre d'habitants, en euros



Source : Commission Européenne, Banque de France

Dette totale en milliards d'euros courants en 2013



Source : Commission Européenne, Banque de France

Les milliards de milliards d'euros de pseudo-dettes sont le fruit d'années de complicité entre les pouvoirs financiers (banques) et les pouvoirs politiques en responsabilité, ces derniers ayant « fermé » leur banque d'Etat au profit des banques privées, se privant des leviers économiques.

Et lorsqu'en 2008, ces banques privées étaient au bord de la liquidation, ce sont les Etats, avec nos impôts, qui les ont recapitalisé, les ont relancé alors que c'était le moment propice pour renationaliser ces leviers financiers, économiques, indispensables pour asseoir une réelle politique de développement d'avenir.

En moins de 5 ans, les banquiers ont asservi les Etats avec leur complaisance, attribuant aux uns et aux autres des « notes » qui servent à les étrangler financièrement avec des taux d'intérêts mafieux, incompatibles avec l'économie réelle. **Une récession économique et sociale est ainsi à l'œuvre.**

Un nouveau profit financier a été créé par les financiers internationaux : dettes des Etats, avec des intérêts impossibles à supporter, imposant des mesures draconiennes, des privatisations à bas coût, saignant les droits de la population sur la santé, la protection sociale, etc...

**Un système, une classe de riches multinationales sans conscience, qui avec la complicité de gouvernements peu courageux, agissent contre la classe des travailleurs.**

Hollande, Valls, comme hier Sarkozy, ne cessent d'instaurer des lois donnant toujours plus de cadeaux aux employeurs, et retirant toujours des droits et garanties aux travailleurs, accusés de tous les maux alors qu'ils sont seuls à payer un lourd tribut dans ces politiques d'impasse.

En France, comme en Grèce ou ailleurs, il ne peut pas y avoir de relance économique sans relance sociale : l'exemple grec prouve l'impasse de l'austérité sociale qui a laminé l'économie du pays.

- ➔ 47 % sur les retraités,
- ➔ Suppression du SMIC,
- ➔ Privatisations, licenciements,
- ➔ Baisse des salaires.

Un cocktail qui a tué l'économie de la Grèce

**Ne nous laissons pas saigner ! N'attendons pas notre tour !**

**Faisons la guerre au coût du capital qui gangrène nos démocraties, les gouvernements, les droits des salariés.**

## Chaque pays doit :

- ➔ Se réappropriier les leviers de son économie ;
- ➔ Museler par des lois les multinationales ;
- ➔ Nationaliser les principales banques et les industries stratégiques pour assurer indépendance et satisfaction des besoins de la population, tel que l'énergie, l'eau, la santé, etc.
- ➔ Augmenter les salaires, les pensions de retraite, les minima sociaux pour donner de l'oxygène à l'économie, au commerce, remplir les carnets de commande : **le combat des travailleurs doit plus que jamais s'inscrire dans la durée, avec ténacité autour de leurs revendications, un rapport de forces massif, puissant dans l'entreprise, relayé au plan national.**

**La Fédération Nationale des Industries chimiques appelle à faire du 8 octobre 2015 une grande journée de grève dans chaque entreprise.**

**ARRETONS** « la machine à profits »!

**ARRETONS** le travail et, en délégation, partons nos revendications aux Directions d'entreprises, représentant des employeurs.

**La bataille des salaires prend ainsi une nouvelle dimension : au-delà de plus de justice sociale avec une meilleure répartition des richesses, le salaire, c'est le poumon de l'économie, de la relance de l'emploi.**